

Étude critique / Review Essay

Paysans et gouvernement russes au XIX^e siècle

- Roger Bartlett, ed. – *Land Commune and Peasant Community in Russia: Communal Forms in Imperial and Early Soviet Society*. London: The Macmillan Press, 1990. Pp. xv, 435.
- Ben Eklof and Stephen P. Frank, eds. – *The World of the Russian Peasant: Post-Emancipation Culture and Society*. Boston: Unwin Hyman, 1990. Pp. vi, 234.
- Beatrice Farnsworth and Lynne Viola, eds. – *Russian Peasant Women*. New York: Oxford University Press, 1992. Pp. 304.
- Esther Kingston-Mann and Timothy Mixter, eds. – *Peasant Economy, Culture, and Politics of European Russia, 1800–1921*. Princeton: Princeton University Press, 1991. Pp. xviii, 443.
- David A. J. Macy – *Government and Peasant in Russia, 1861–1906: The Prehistory of the Stolypin Reforms*. DeKalb: Northern Illinois University Press, 1987. Pp. xviii, 380.
- David Moon – *Russian Peasants and Tsarist Legislation on the Eve of Reform: Interaction between Peasants and Officialdom, 1825–1855*. London: The Macmillan Press, 1992. Pp. xvii, 249.
- Francis W. Wcislo – *Reforming Rural Russia: State, Local Society, and National Politics, 1855–1914*. Princeton: Princeton University Press, 1990. Pp. xviii, 347.
- Christine D. Worobec – *Peasant Russia: Family and Community in the Post-Emancipation Period*. Princeton: Princeton University Press, 1991. Pp. xiv, 257.

Différents écrivains et membres de l'intelligentsia russes nous ont laissé une image fort peu flatteuse de la paysannerie de leur pays. De Nekrasov (*Qui donc vit bien en Russie ?*, 1879) à Uspensky (*La puissance de la terre*, 1882), comme de Chekhov (« Les moujiks », 1897) à Gorky (« De la paysannerie russe », 1922), le paysage socio-économique, culturel et humain de la campagne et de ses habitants apparaît sous des couleurs plutôt sombres, voire déprimantes : apathie, brutalité, ivrognerie, ignorance et superstition. Quant aux intellectuels-révolutionnaires, si certains (les populistes) avaient cru (idéalisant même !) au potentiel révolutionnaire de paysans amèrement déçus du contenu de l'Acte d'émancipation de 1861, le lamentable échec du mouvement vers la campagne (les paysans refusant de répondre favorablement aux appels à la révolution) au milieu des années 1870, en avait découragé plusieurs. De plus, le développement accéléré de l'industrie et, concurremment, l'émergence d'un prolétariat, vers la fin du XIX^e siècle, en avaient amené plus d'un à croire que la classe ouvrière, seule, pourrait renverser le régime tsariste. Cette conviction – et, par ricochet, ce rejet de la classe paysanne comme fer de lance de la révolution – s'était enracinée davantage dans les mentalités, suite à la découverte et à l'essor du marxisme en Russie (c'est en russe que *Das Kapital* sera traduit pour la première fois); du reste, Karl Marx lui-même sembla sceller définitivement le sort de cette classe sociale – réactionnaire par excellence – lorsqu'il rappela « l'idiotie de la vie rurale ».

En fait, comme le prouve une intéressante série d'études récentes, la réalité est à la fois plus complexe, plus variée et plus riche. Loin d'être uniquement une masse paresseuse, violente, crottée et abrutie, condamnée même par les lois inexorables de l'histoire – *temnye lyudi* (masses sombres), comme elle s'appelait elle-même si fréquemment – la paysannerie russe a su, avec une indéniable intelligence et une rare ingénuité, apprivoiser son milieu ambiant et ainsi s'adapter aux changements socio-économiques de son temps – à l'intérieur, bien sûr, de paramètres qui lui imposaient une stratégie de subsistance et de survivance. L'objectif de cette recension d'ouvrages historiques à saveur révisionniste – encore que plusieurs des thèmes développés ici reprennent des idées déjà élaborées par N. Weissman, *Reform in Tsarist Russia: The State Bureaucracy and Local Government, 1900–1914* (1981), Roberta Manning, *The Crisis of the Old Order in Russia: Gentry and Government* (Princeton University Press, 1982), George Yaney, *The Urge to Mobilize: Agrarian Reform in Russia, 1861–1930* (University of Illinois Press, 1982) et Dorothy Atkinson, *The End of the Russian Land Commune, 1905–1930* (Stanford University Press, 1983) – est d'abord d'illustrer l'esprit pratique, débrouillard et créateur de la paysannerie russe, davantage capable, tel un potier, de façonner sa propre vie que victime innocente d'un incontrôlable processus de modernisation, puis de montrer comment cette réponse sélective a singulièrement compliqué la tâche des autorités politiques d'alors.

Naturellement, cette littérature récente aborde la question du niveau de vie (en baisse ou en hausse ?) de la paysannerie; elle n'ajoute, cependant, rien

de vraiment neuf. Mieux qu'Elvira M. Wilbur (« Peasant Poverty in Theory and Practice: A View from Russia's "Impoverished Center" at the End of the Nineteenth Century » dans *Peasant Economy, Culture, and Politics of European Russia, 1800–1921*, p. 101–127) dont l'échantillonnage trop restreint ne justifie pas sa conclusion révisionniste à propos de la paysannerie de la province, traditionnellement pauvre, de Voronezh, Stephen G. Wheatcroft (« Crises and the Condition of the Peasantry in Late Imperial Russia » dans le même ouvrage, p. 128–172) me semble bien résumer ce débat complexe et controversé (et qui le restera toujours un peu, en raison de données statistiques incomplètes et de l'existence de nombreuses variables – qualité et topographie des sols, précipitations, climat, coutumes, fardeaux financiers, problèmes de transport et d'accessibilité aux marchés, exactions de la noblesse terrienne – qui risquent d'invalider toute généralisation un peu hâtive), lorsqu'il conclut à une amélioration globale des conditions d'existence des paysans dans les 30 dernières années de la Russie impériale (d'ailleurs, une production céréalière stationnaire n'aurait pas rendu possible une aussi forte croissance démographique), avec, cependant, de notables exceptions, tant dans le temps (les années 1889–1892 et 1900–1908) que dans l'espace (les régions de la Volga et des terres noires centrales où les carences demeurent criantes).

Autre cause célèbre (et très étroitement liée à la précédente) : la commune (*mir/obshchina*) ! Longtemps tenue responsable des retards de l'agriculture russe dans les dernières décades du régime tsariste (en raison de son maintien de la jachère dans une rotation à trois champs, du mode communal plutôt qu'individuel de tenure des terres, de la fragmentation excessive et de la répartition périodique des parcelles de terre, ainsi que de ses entraves à la mobilité paysanne), la commune semble retrouver une certaine crédibilité, si l'on en juge par les résultats de deux conférences tenues à l'été 1986, l'une à Londres et l'autre à Boston, publiés récemment par Roger Bartlett (*Land Commune and Peasant Community in Russia: Communal Forms in Imperial and Early Soviet Society*) et Esther Kingston-Mann et Timothy Mixter (*Peasant Economy, Culture, and Politics of European Russia, 1800–1921*). Cet effort de réhabilitation de la commune s'articule autour de plusieurs axes et prend des formes variées : Robert Bideleux (« Agricultural Advance under the Russian Village Commune System » dans *Land Commune*, p. 196–218) établit un lien entre commune et croissance de la production et de la productivité; Kingston-Mann (« Peasant Communes and Economic Innovation: A Preliminary Inquiry » dans *Peasant Economy, Culture and Politics*, p. 23–51) soutient que la commune, en tant qu'institution économique, fit preuve de traditionalisme et de conservatisme, certes, mais aussi de flexibilité, de souplesse et d'adaptation aux changements, en introduisant toute une série d'améliorations – les cultures fourragères, les engrais, l'irrigation, le drainage des marais, la rotation des cultures – qui requièrent un important investissement en termes de main-d'oeuvre, de capital et de savoir-faire. Loin d'être une barrière, ou encore l'ennemie de toute

innovation technologique et de toute croissance économique, la commune, capable d'une saine gestion des ressources humaines et matérielles (même dans un environnement naturellement peu propice à l'agriculture : Judith Pallot (« The Northern Commune: Archangel Province in the Late Nineteenth Century » dans *Land Commune*, p. 44–65) redevient un organisme viable.

Privilégiant une approche macroscopique qui englobe les provinces centrales, tant industrielles qu'agricoles, de la Russie d'Europe et multidisciplinaire où la sociologie, l'ethnographie et l'histoire s'entrecroisent heureusement, Christine Worobec (*Peasant Russia: Family and Community in the Post-Emancipation Period*) a réussi à pénétrer jusque dans l'intimité de la paysannerie russe et à en présenter une image vivante, dynamique et colorée. Cette Russie paysanne forme une entité sociale, économique et culturelle à la fois homogène et traditionnelle, car le dur et difficile travail de la terre impose un certain cadre institutionnel et tisse des liens très étroits entre chacun des membres d'une même famille, comme entre familles et communauté villageoise. La partie la plus neuve et la plus intéressante de cet ouvrage décrit l'ensemble des rituels reliés aux longs préparatifs menant à l'union conjugale de deux êtres. Ainsi, la famille et la communauté villageoise exercent une énorme influence dans le processus de sélection des futurs conjoints : pour elles, des critères précis – sens des responsabilités, ardeur au travail, sobriété, force physique – comptent bien davantage que l'attirance physique et l'amour réciproque. En outre, dans une société patriarcale comme celle-ci, les contraintes pèsent plus lourdement sur la femme que sur l'homme : ainsi, la coutume veut que la jeune fille se marie (la célibataire étant traitée avec mépris) de préférence jeune et surtout chaste. Toute impureté, toute promiscuité font l'objet de sanctions (charivaris, par exemple) parce que perçues comme une atteinte sérieuse à l'honneur et aux règles de conduite morale définies et acceptées par la majorité des membres de la communauté. Celle-ci participe également aux différentes étapes de la fête : les fiançailles (préparées avec grand soin par la *svakha*), les arrangements (la nature de la dot, le contrat et la date du mariage, le très beau rituel de l'adieu final de la future mariée à son état de célibataire) et les festivités de la noce comme telle, jusque et y compris la consommation du mariage entre les époux. Ce rôle actif de la communauté villageoise légitimise, en dernier ressort, toute la cérémonie du mariage.

Qu'en est-il maintenant du mode d'exercice de l'autorité ? Le caractère sacré de la famille, particulièrement la hiérarchie de ses relations internes, ne saurait être mis en question : n'est-elle pas, telle qu'incarnée dans la personne du père, le tout premier maillon d'un ordre social qui s'étend jusqu'à Dieu, en passant par son représentant sur terre, le tsar ? Une telle prémisse recélait d'indubitables dangers pour la gent féminine. Ceux-ci se sont effectivement matérialisés. Sanctionné par l'Église orthodoxe russe à l'aide d'extraits de la Bible, cet asservissement à une idéologie misogyne fait de la femme un être au corps pollué, moralement fragile, violenté

verbalement et physiquement, enclin aux excès d'ordre sexuel et physiquement inférieur à l'homme. Néanmoins, cette femme paysanne russe, particulièrement celle du maître de la maison, n'est pas tout à fait démunie : elle sait (à l'intérieur, bien sûr, de limites très contraignantes) se tailler, puis utiliser un certain pouvoir. Son indispensable contribution à la bonne marche de l'entreprise familiale, aux champs comme au poêle, au ber comme à la tâche d'acculturation de ses enfants aux valeurs de la communauté, ses appels et ses requêtes, parfois entendus, à l'assemblée du village ou à la cour de canton (pour protester contre la dilapidation des biens par un mari ivrogne, par exemple, ou encore pour obtenir une séparation) lui apportent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maisonnée, autorité, respect, récompense et sécurité.

Worobec reprend l'ensemble de ces thèmes dans « Victims or Actors ? Russian Peasant Women and Patriarchy » dans *Peasant Economy, Culture, and Politics* (p. 177–206) où elle conclut avec justesse : victimes de traitements oppressifs, mais parties intégrales du système patriarcal, les femmes paysannes russes « did not set up a diametrically opposed ethos to patriarchalism. Indeed, they had little to gain by combating male authority and creating a different power structure » (p. 205). Règle générale donc, la femme paysanne russe accepte l'autorité du *pater familiae* car, estime-t-elle, la survie de la famille et de la communauté repose sur le maintien d'un tel régime patriarcal. De vouloir altérer ce système, vieux de plusieurs siècles et de ce fait identifié à l'ordre naturel des choses, serait courir au désastre ! Autre aspect intéressant de ce livre de Worobec, écrit avec beaucoup de sensibilité et de tendresse : le partage du patrimoine familial. Ainsi, contrairement à la coutume qui veut que celui-ci se fasse suite à la mort du chef de la maisonnée (le *bol'shak*), les cas de rupture de la grande cellule familiale et de répartition des biens deviennent, du vivant même du *bol'shak*, plus fréquents après l'émancipation de 1861. Les efforts du gouvernement (loi de mars 1886) qui, pour des raisons essentiellement économiques – la capacité des contribuables à payer leurs impôts – ont pour but de faire de la commune le représentant de son autorité à la campagne, se révèlent impuissants à enrayer ce processus d'atomisation. Cathy A. Frierson (« Razdel: The Peasant Family Divided » dans *Russian Peasant Women*, p. 73–88) traite également du partage des biens comme d'un élément sensible de la dynamique interne de la maisonnée : le fractionnement risque, en tout cas au début, de créer une certaine insécurité matérielle, mais il confère un indéniable sentiment d'indépendance personnelle.

Russian Peasants and Tsarist Legislation on the Eve of Reform: Interaction between Peasants and Officialdom, 1825–1855 est, manifestement, l'oeuvre d'un jeune historien. Davantage une collection de trois articles différents qu'un livre comme tel (et une documentation mieux digérée aurait évité d'inutiles répétitions), cette étude de David Moon met en lumière la propension du paysan russe à mal interpréter, ou plutôt à embellir la loi – par ignorance, certes, mais davantage par un choix conscient qui vise à

assouvir sa soif de liberté. Trois exemples témoignent de cette attitude à la fois rationnelle, pragmatique et rusée de la part du paysan :

- 1) soit suite à de mauvaises récoltes, soit pour échapper à l'arbitraire de propriétaires fonciers, soit enfin parce qu'attirés par la rumeur (toujours bien vivante, en raison d'un système inadéquat de communications entre la paysannerie et la Russie officielle) ou la certitude que les conditions de vie y sont meilleures (mais rarement par manque de terres), des milliers de paysans-serfs fuient vers le Caucase-Nord, dans les années 1830 et 1840;
- 2) le décret de 1842 sur les « paysans obligés », interprété à nouveau de façon erronée : le tsar souhaite l'émancipation des serfs et ce sont les propriétaires fonciers nobles qui s'y opposent (en cachant le « vrai » décret, par exemple) !
- 3) le fait qu'en 1854–1855 (au moment de la guerre de Crimée) des milliers de paysans-serfs se portent volontaires pour le service militaire; s'ils agissent ainsi, ce n'est pas par amour des armes (le statut social de conscrit est peu enviable; en outre, le paysan-serf méprise la vie à l'armée et essaie d'éviter la conscription), mais dans l'espoir ou la conviction qu'un court séjour sous les drapeaux, en leur conférant (de même qu'à leurs familles) le privilège de la liberté, évitera l'obligation de servir pendant 20 ou 25 ans.

Dans la même veine, Rodney Bohac (« Everyday Forms of Resistance: Serf Opposition to Gentry Exactions, 1800–1861 » dans *Peasant Economy, Culture, and Politics*, p. 236–260) illustre la variété des moyens de pression utilisés par les paysans-serfs du domaine Manuilovo du noble N. S. Gagarin, situé dans la province de Tver, afin de réduire, à défaut de pouvoir les neutraliser complètement, leurs obligations : chapardage de bois de chauffage et de construction, fuite, recel de récoltes, rythme de travail ralenti et réclamation d'un *obrok* (redevance payée en argent ou en nature) moins élevé. Timothy Mixer (« The Hiring Market as Workers' Turf: Migrant Agricultural Laborers and the Mobilization of Collective Action in the Steppe Grainbelt of European Russia, 1853–1913 » dans *Peasant Economy, Culture, and Politics*, p. 294–340) relate les efforts de travailleurs migrants (*otkhodniki*), en quête de liberté, de sécurité et d'argent, qui parviennent à imposer, grâce à une stratégie de solidarité qui prend avantage des besoins immédiats de main-d'oeuvre des producteurs de grain (s'ils veulent faire engranger leurs récoltes périssables), des conditions d'emploi jugées acceptables. L'ampleur même de ce phénomène migratoire, comme le montre Jeffrey Burds (« The Social Control of Peasant Labor in Russia: The Response of Village Communities to Labor Migration in the Central Industrial Region, 1861–1905 » dans le même ouvrage, p. 52–100), présente un double danger pour la commune : le premier, d'ordre culturel; le second, paradoxalement, d'ordre monétaire. De retour au bercail, ces *otkhodniki*,

imprégnés de nouvelles valeurs culturelles, affectent la structure d'autorité patriarcale à l'intérieur du village. Bien que théoriquement temporaires, ces départs de paysans à la recherche de revenus supplémentaires peuvent devenir une menace à la sécurité – surtout financière – de la maisonnée et de la commune en cas de non retour ou de désertion de ces *otkhodniki*. Pour s'assurer que les salaires de ces paysans-ouvriers retournent effectivement au village, la commune développe une politique de contrôle assez strict : émission de passeports, arrestation (par les forces de l'ordre) et retour au village natal des contestataires, punitions corporelles (utilisation de la verge), saisie de biens en cas de non paiement des taxes ou d'arrérages et encouragement du *zemlyachestvo* (amicale regroupant des gens de la même région).

John Bushnell (« Peasants in Uniform: The Tsarist Army as a Peasant Society » dans *The World of the Russian Peasant*, p. 101–114) se demande dans quelle mesure l'expérience du service militaire « modernisa » le paysan russe. L'auteur considère d'abord la question d'un point de vue historique. De façon fort brillante, il établit un double parallèle : le premier, entre l'officier et l'ancien seigneur foncier, celui-là bénéficiant du travail des paysans-soldats ou battant ces derniers comme s'ils étaient encore des serfs; le second, entre le régiment, supposé se suffire à lui-même sur le plan économique, et l'ancien domaine seigneurial. Puis il note que, suite au départ du ministre de la guerre, le réformateur D. A. Milyutin (1881), plusieurs hauts officiers, estimant que l'éducation est une chose nuisible, se préoccupent beaucoup moins d'instruire et d'entraîner leurs soldats; en outre, plongés dans des tâches purement administratives, les officiers passent très peu de temps avec leurs hommes. Fait révélateur, les officiers les plus détestés sont invariablement (parce que perçus comme « outsiders ») ceux qui les surveillent de près. Largement laissés à eux-mêmes, donc, ces paysans en uniforme développent, hors de leurs villages, un type traditionnel et familier d'organisation sociale – l'*artel*'. Microcosme de la société paysanne, de conclure Bushnell, l'armée-institution n'a pas fondamentalement modernisé le paysan : certes, elle a eu un impact (limité par la réduction de la durée du service militaire à six ans en 1874, puis à trois en 1906), mais le paysan, même en uniforme, reste un paysan; sa mentalité traditionnelle ne s'est pas altérée – à preuve ce dernier parallèle de l'auteur entre les troubles paysans et les mutineries de 1905–1906.

Le paysan de Ben Eklof (« Peasants and Schools » dans *The World of the Russian Peasant*, p. 115–132) montre de l'intérêt pour l'école primaire : ainsi, jusqu'au début des années 1890, l'initiative paysanne, seule, explique l'ouverture d'un certain nombre d'écoles. Par la suite, l'intervention de l'État et des élites n'aura qu'un impact assez marginal : le paysan russe veut toujours s'instruire, mais non au prix de changements majeurs dans son mode de vie; son objectif premier reste l'acquisition d'une instruction de base de caractère utilitariste (calcul, écriture et lecture) qui l'aidera, d'abord et avant tout, à apprivoiser son environnement immédiat plutôt qu'à servir de tremplin à une future carrière professionnelle. Conséquemment, si la

fréquentation scolaire est bonne, la durée des études est généralement limitée à deux années, période suffisante pour prévenir un retour à un analphabétisme complet. De façon complémentaire, Eklof (« Face to the Village: The Russian Teacher and the Peasant Community, 1880–1914 » dans *Land Commune*, p. 339–362) dépeint, avec un doigté tout à fait remarquable, la situation matérielle, psychologique et professionnelle du corps professoral (à prédominance féminine) en milieu rural. Mal payés (et souvent en retard), mal organisés, mal nourris et logés, sans véritable sécurité d'emploi et, surtout, soumis à l'interférence, voire l'ingérence de différents intervenants en milieu scolaire, dont les habitants du village pour qui « teachers were “outsiders”, newcomers, not to be trusted but also not to be feared, for teachers had no way to impose their will – on the contrary they could be abused *at will* » (p. 358), ces maîtres d'école, de conclure Eklof, vivent un perpétuel déchirement :

Teachers were, in a sense “contaminated” [...]. The contamination came from contact with children and peasants, which lowered the status of teachers in the eyes of the élite, and from contact with the élite, which polluted teachers in the eye(s) of peasants. (p. 358–359)

Stephen P. Frank (« Popular Justice, Community, and Culture among the Russian Peasantry, 1870–1900 » dans *The World of the Russian Peasant*, p. 133–153) scrute avec finesse les notions de droit et de peine dans l'univers mental des paysans. Encore présente dans des villages et des régions peu affectés par le développement du capitalisme, la justice populaire paysanne (*samosud*) s'exprime de deux manières : l'une, non violente et l'autre, violente. Dans le premier cas, les coupables sont soumis à des mesures de représailles, telles que des excuses publiques, le retour des biens volés, ou encore le charivari, ce bruyant rituel d'humiliation publique qui cherche davantage à réintégrer les coupables de vol ou de chapardage, de refus d'obéissance aux autorités locales et d'inconduite sexuelle ou conjugale à l'intérieur de la communauté qu'à les en exclure; à ce titre, le symbolisme d'une réconciliation scellée dans la consommation de vodka est révélateur. Dans le second cas, des crimes d'une nature plus grave (sorcellerie – sérieuse menace à la santé et au bien-être des membres de la communauté, de leurs récoltes et de leur bétail – ou encore vols de chevaux, si indispensables au bon fonctionnement, parfois même à la survie, de toute exploitation agricole) requièrent des peines plus sévères (raclée, torture, meurtre même). Tout informel qu'il soit, le *samosud* est donc à la fois une vigoureuse manifestation de rejet de la loi officielle, telle que définie par l'État, et d'affirmation du droit d'une communauté à se protéger contre tout élément perturbateur et nuisible. L'exercice collectif de ce droit affermit, du même coup, les structures traditionnelles de la communauté villageoise.

L'article de Samuel C. Ramer (« Childbirth and Culture: Midwifery in the Nineteenth-Century Russian Countryside » dans *Russian Peasant Women*,

p. 107–120) offre un autre bel exemple de résistance au changement et de conservatisme. Face au retard économique et culturel de la Russie qu'illustrent, ici, l'absence de soins obstétricaux adéquats en milieu rural et, conséquemment, un haut taux de mortalité infantile (le plus élevé en Europe), la formation de sages-femmes apparaît naturellement comme le meilleur remède. La réalité de la campagne russe offre un autre scénario : en fait, les sages-femmes éprouvent d'énormes difficultés à se faire accepter des paysannes en raison de leur insuffisance numérique, de leur inégale répartition géographique (plusieurs préfèrent la ville à la campagne), de leurs origines sociales urbaines et, davantage, de la préférence très marquée des futures mères pour la *povitukha* locale (« an older peasant woman without formal medical education [...] experienced in delivering babies », p. 108), très populaire parce que culturellement proche d'elles, relativement peu dispendieuse, rendant de multiples services dans les jours qui suivent l'accouchement et, surtout, expérimentée et fiable, ridiculisant même l'incapacité assez généralisée de la jeune sage-femme à démontrer la supériorité de ses connaissances médicales et donc à se gagner la confiance des femmes enceintes.

Finalement, dans un article fort intéressant (« Peasant Farmers and the Minority Groups of Rural Society: Peasant Egalitarianism and Village Social Relations During the Russian Revolution 1917–1921 » dans *Peasant Economy, Culture, and Politics*, p. 378–401), Orlando Figes montre comment, dans la foulée de la révolution, la paysannerie russe, confrontée à un reflux massif vers la campagne de milliers d'individus chassés des villes par la guerre civile et l'effondrement de l'industrie, « applied many different moral standards and conceptions of social justice » (p. 399). D'une part, elle ne peut s'empêcher de régler certains comptes avec les anciens seigneurs fonciers (toujours selon le principe sacro-saint : la terre appartient à ceux qui la travaillent) et ceux des leurs qui ont pris avantage du programme de réformes de Stolypin (maintenant forcés de réintégrer la commune et de mettre en commun leurs avoirs), ou encore d'exprimer sa méfiance à l'endroit des réfugiés, des popes et des enseignants. D'autre part, elle accueille ceux qui possèdent certaines habiletés artisanales ou qui ont servi dans l'armée – qualités dont la commune pourrait tirer avantage, particulièrement en période de crise politique et économique ! En un mot, de conclure l'auteur, les attitudes se fondent sur une conception très utilitariste, à savoir « the perceived social value of the group in question » (p. 399).

Face à un tel repliement sur soi de la part d'un monde paysan traditionnellement méfiant et souvent hostile à toute autorité politique extérieure, la tâche du gouvernement russe, désireux de s'attaquer au problème de la stagnation économique dans les campagnes, ne pouvait être que difficile. Pour David A. J. Macey (*Government and Peasant in Russia, 1861–1906: The Prehistory of the Stolypin Reforms*), des membres du gouvernement et de la haute bureaucratie russes, conscients des lacunes du décret d'émancipation des paysans-serfs, se décident finalement à y porter remède. Étant donné la totale confiance dans la commune – jusque-là support essentiel du

régime tsariste – la mutation en est une de grande importance de la part des autorités politiques. Deux types de raisons expliquent un tel changement. Le premier, d'ordre socio-économique, est bien connu : la famine de 1891, l'impact des politiques fiscales et industrielles du ministre des finances, S. Y. U. Witte, sur le secteur agricole et la violence paysanne qui éclate en 1902 en Ukraine et en basse Volga. Le second, d'ordre psychologique, est le résultat de ce que Macey appelle « a perceptual revolution ». Quelle est la nature de ce processus mental et quels en sont les principaux acteurs ? Selon l'auteur, V. I. Gurko, A. V. Krivoshein, P. A. Stolypin et A. A. Rittikh représentent une nouvelle génération de bureaucrates, partageant un certain nombre de traits communs : fervents nationalistes, soucieux de promouvoir le développement économique de leur pays, ces hommes bénéficient, en outre, d'une solide expérience administrative, acquise en province dans des postes-clés (agriculture, justice) et en des régions (la Sibérie, la Pologne russe) où le mode de propriété et d'exploitation de la terre est différent de celui de la Russie centrale. Promus à des postes influents dans l'administration centrale de l'État, ils cherchent maintenant à réformer la campagne. Fruit d'une recherche méticuleuse et exhaustive mais d'une lecture rendue parfois fastidieuse en raison d'une accumulation de détails peu pertinents, le livre de Macey est essentiellement un compte rendu très détaillé des interminables manoeuvres et débats, parfois âpres, au sein de commissions d'étude et de conférences, siégeant entre 1902 et 1906, et des nombreuses propositions de réformes qui en découlent. Si l'effort de réhabilitation d'éléments importants de la bureaucratie russe – compétents, bien informés, responsables, capables de faire preuve de vision et de dynamisme et non simples réactionnaires, renfermés sur eux-mêmes et inefficaces – me semble convaincant, la double affirmation de l'auteur à l'effet que la réforme de Stolypin a pour fondement une authentique compréhension des besoins réels de la paysannerie russe et que ces mêmes hauts fonctionnaires agissent dans l'intérêt de l'ensemble de la société (non uniquement de ceux de la noblesse foncière) et de l'État reste discutable. Toute bureaucratie a inévitablement tendance à identifier sa propre compréhension d'une problématique donnée – et des remèdes appropriés – avec les intérêts objectifs de l'État; de plus, les années de révolution (1917) et de guerre civile (1918–1920) allaient révéler l'ampleur du gouffre séparant ces spécialistes des questions agraires des véritables aspirations de la classe paysanne...

Dans un style plutôt ampoulé, Francis W. Weislo (*Reforming Rural Russia: State, Local Society, and National Politics, 1855–1914*) reprend cette problématique de la difficile et cruciale relation, gouvernement central-campagne. Conscients de l'ampleur des transformations socio-économiques qui s'opèrent en Europe comme en Russie, mais fidèles néanmoins à une culture politique qui décourage toute idée de partage du pouvoir, des membres de la bureaucratie impériale réalisent l'urgence qu'il y a de procéder à une réforme en profondeur de la structure et des pratiques de l'administration impériale. La nécessité de relever avec succès ce défi de la modernité

est rendue plus urgente encore par la réalité d'une opposition politique qui s'amplifie et se radicalise au fil des ans, au point de contester la légitimité d'un régime politique devenu vétuste. L'objectif visé est de restructurer l'État, de créer un *Rechtsstaat* qui reconnaisse et actualise, dans une gestion administrative rationnelle, les concepts de propriété et de légalité et qui substitue une société civile à une société d'ordres ou d'états. Le livre de Wcislo, bien documenté mais dense et de lecture difficile (l'histoire de la bureaucratie n'est-elle pas toujours un peu aride ?), récapitule les principales tentatives de réforme des structures administratives de la Russie rurale. Tour à tour, Loris-Melikov, les membres de la commission Kakhanov, Witte et Stolypin cherchent à asseoir le pouvoir du tsar sur des bases à la fois plus larges et plus solides, plus précisément à lui conférer une nouvelle légitimité en s'appropriant l'appui et la loyauté des masses rurales. Tous ces efforts se révéleront vains, victimes d'une double incompréhension : celle des derniers tsars et de bureaucrates conservateurs, tournés vers le passé, et convaincus, pour des raisons essentiellement historiques, des vertus, voire de la nécessité d'un gouvernement central fort, paternaliste et autoritaire, et celle d'une noblesse, surtout foncière, qui, jusque-là principale bénéficiaire et se sentant menacée dans ses acquis, s'accroche à son statut, à son identité et à sa place privilégiés dans l'État. Cette conviction, enracinée dans plusieurs siècles d'histoire, qui fait de la noblesse le fondement traditionnel du pouvoir autocratique et le plus solide garant de l'ordre social, est d'autant plus vive qu'elle se complète de la certitude que les masses populaires ne sont pas prêtes (la violence sauvage de la révolution de 1905–1906 n'en est-elle pas la preuve la plus éclatante ?) à assumer les responsabilités inhérentes à un régime de libertés civiles et à exercer des droits politiques : la noblesse, seule, a réussi à développer une conscience des véritables besoins de l'État ! En rejetant l'idée d'un *zemstvo* élu par toutes les classes sociales, au niveau du canton, de peur qu'il ne soit contrôlé par les paysans, la noblesse réaffirme sa foi en une société d'ordres et, par le fait même, son refus de faciliter l'émergence d'une véritable société civile qui engloberait la paysannerie russe.

Que conclure à propos de cette paysannerie russe—cette écrasante majorité des habitants de l'empire et de qui l'on disait familièrement qu'elle le portait — lourd fardeau, s'il en est un — sur ses épaules ?

Cette littérature récente à propos de la paysannerie russe me semble éclairer un peu plus le débat historiographique sur l'épineuse question des chances de survie du régime tsariste. Certes, cette controverse a pris de l'âge maintenant, mais elle reste toujours d'actualité — ne serait-ce qu'à titre de point de départ (ou d'arrivée ?) d'une explication de la chute du régime soviétique en 1991. En illustrant le gouffre persistant entre les mentalités, les comportements et les aspirations de la haute bureaucratie et de la paysannerie et, plus particulièrement, la remarquable habileté avec laquelle ce paysan russe parvint à préserver les différentes composantes de son propre univers, tant physique que mental, pourtant soumis aux fortes pressions de

la modernisation, la réponse à la question posée ne peut pas ne pas être négative. Comment, en effet, une société aussi désarticulée, culturellement déchirée, à la recherche de son identité nationale (et des mesures répétées de russification rendirent cette quête d'autant plus difficile, peut-être même impossible) et soumise aux inévitables tensions nées des rivalités entre grandes puissances, aurait-elle pu survivre et se développer ? Dans la même veine historiographique, cette littérature récente met également en relief les lacunes des présuppositions idéologiques de Lénine (et, par ricochet, d'historiens soviétiques) à propos des effets corrosifs du développement du capitalisme en zone rurale : l'influence du marché n'a pas déchiré le tissu social existant, à la campagne (Heinz-D. Löwe, « Differentiation in Peasant Society: Causes and Trends, 1880–1905 » dans *Land Commune*, p. 165–195).

Si, en 1985, l'historien américain George L. Yaney déplorait le fait que « [o]ur understanding of peasant society in Russia grows at a snail's pace » (*The Russian Review*, vol. 44, n° 1, p. 27), la publication récente de plusieurs solides études et l'ouverture des dépôts d'archives dans l'ex-URSS, surtout aux niveaux provincial et régional, laissent entrevoir une démarche beaucoup plus rapide de l'escargot ! La difficulté majeure reste, cependant, toujours la même : comment faire parler davantage le paysan de sa vie de tous les jours ? Comment découvrir, par exemple, les composantes religieuses de sa *weltanschauung* ? En d'autres mots, comment écrire objectivement l'histoire d'une classe sociale qui a laissé si peu de documents écrits, à partir de perceptions – inévitablement partiales, quoique à des degrés divers – de membres de la société éduquée (*obshchestvo*) ? L'écologie du monde paysan n'apparaîtra dans toute sa riche complexité qu'une fois cette difficulté résolue.

J.-Guy Lalande
St. Francis Xavier University